

Administration wallonne : le PS truste les postes

Le GERFA dresse un état des lieux précis de l'extrême politisation qui règne au sein de la fonction publique wallonne, en se basant sur la couleur politique de ses fonctionnaires dirigeants. Le constat est clair : la domination du PS est sans égale, et s'est encore renforcée ces trois dernières années, tandis que le cdH conserve une grande influence. MR et Écolo se partagent les miettes.

L'administration wallonne est gangrenée par une politisation à tous les étages. Personne (ou presque) ne l'ignore. « Pour monter en grade, mieux vaut prendre sa carte de parti », entend-on parfois, en privé, dans la bouche de fonctionnaires désabusés. Cet accaparement politique de la fonction publique est encore plus marquant en son sommet, pour les postes à haute responsabilité.

Le GERFA (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative) nous livre exclusivité une « cartographie politique » du service public de Wallonie qui dresse un état des lieux objectif de la politisation du service public de Wallonie (SPW), qui emploie 10.000 fonctionnaires.

Résultat ? Bien plus encore qu'au niveau fédéral, où le pouvoir est partagé entre davantage de partis, l'administration wallonne est do-

minée presque sans partage par le PS, et dans une moindre mesure, par le cdH. Le GERFA s'est intéressé à l'étiquette politique du secrétaire général, des directeurs et inspecteurs généraux du SPW. Ses données le confirment : entre 2011 et 2016, le PS a encore renforcé sa position dominante sur le SPW, alors qu'entre-temps, près de 50 % des postes ont été redistribués. Il truste ainsi 33 des 59 plus hauts postes de l'administration wallonne, soit 55,93 % des fonctions en 2016, contre 53,85 % en 2011. Le cdH, quant à lui, atteint 30,51 %, contre 29,23 % en 2011. Les humanistes se défendent donc très bien, surtout en comparaison de leur score électoral. Les Écolos se limitent à un seul poste et n'ont manifestement pas profité de leur passage au pouvoir pour accroître leur influence.

L'ADMINISTRATION COLONISÉE

De son côté, le MR reste quantité négligeable. Son influence, déjà faible, a encore dégringolé, tombant à 6 % des postes en 2016, contre 12 % en 2011.

Mais ce comptage en termes de nombre de postes ne reflète pas l'influence en termes de pouvoir.

Le GERFA a donc, dans sa cartographie, pondéré les emplois en fonction de leur importance.

Ce calcul révèle une domination encore plus accrue du PS qui truste 60,31 % du pouvoir (53,85 % en 2011).

« UN SYSTÈME CORROMPU »

Le cdH suit, avec 28,02 %, suivi du MR (à peine 4,67 %) et d'Écolo (1,95 %). La conclusion est sans appel : à eux deux, PS et cdH, confisquent plus de 85 % des postes de direction et près de 90 % du pouvoir.

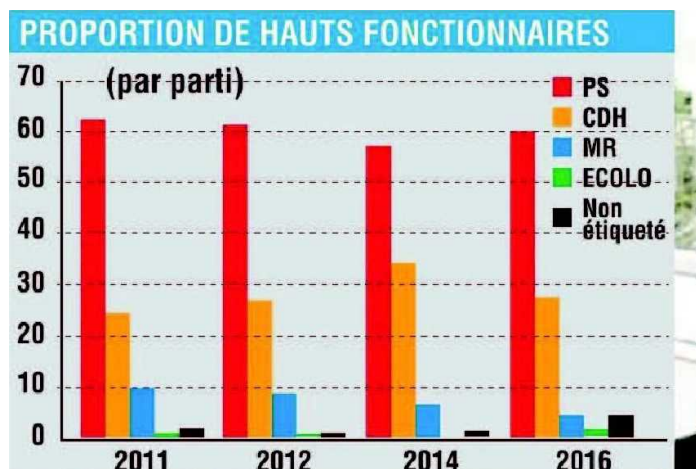
Problématique ? Le cabinet de Christophe Lacroix (PS), ministre wallon en charge de la fonction publique, assure vouloir « doter l'administration d'un management de qualité. Peu importe la couleur politique. Par ailleurs, la création de l'école d'administration publique (EAP), le certificat de management public permettent d'objectiver les désignations des fonctionnaires généraux et des fonctionnaires dirigeants généraux qui sont nommés. »

« Le fait qu'on puisse établir une telle cartographie partisane de la Région est déjà, en soi, préoccupant. Cela signifie qu'en Wallonie, il est impossible d'occuper une fonction de direction sans faire allégeance aux maîtres politiques », analyse

Michel Legrand, président du GERFA. « C'est insupportable, je ne vois pas pour quelle raison objective les partis politiques, donc des organisations privées, s'arrogent le droit de diriger les services publics. Ce système est corrompu. »

ADRIEN DE MARNEFFE

56 % des postes pour les socialistes, 30 % au cdH

**CARTOGRAPHIE POLITIQUE****La secrétaire générale**

MARIQUE Sylvie PS BRASSEUR Daniel CDH
VANDENDORPE Luc PS
SNAKENBROEK Patrick PS

Les directeurs généraux mandataires

BOGAERTS Ariane PS
DEGROS Eric PS
LOYAERTS Yvon PS
ISTASSE Alain CDH
MOSSAY Francis PS
GRAVAR Florence PS
WILLAME Etienne PS
HACOURT Jacques MR
GUISSE Stéphane PS
SENNEN Yves PS
QUEVY Brieuc CDH
HENNUY Bernard MR
FOURMEAUX Annick PS

QUOILIN Isabelle CDH
MARNETTE Stéphane PS
(ad interim)

Les inspecteurs généraux (3)**Effectifs**

THOMAS Daniel PS
VUYLSTEKE Luc MR
LIBOTTE Jean-Louis PS

CHARLIER Michel CDH
VILLERS Pierre CDH

GENETTE Alain PS
PONCELET Jean-Marie PS
COLLET Daniel (NE)
BROGNIET Philippe PS

FUMAL Marie-Christine CDH
BERTRAND Thierry PS

VAN REYBROECK Jean-Pol CDH
JANSS Jean PS

HOUTAIN Alain PS
TRICOT Benoît CDH

PEERTS Marc PS
CORDEWENER Jean MR

MOISSE Jacques PS
BOUTON Brigitte PS

Faisant fonction
VANQUAILLIE Michel PS

GREGOIRE Michel CDH
PAQUET Pierre PS

NEMRY Philippe MR
GILLES Pierre CDH

CALBERG Agnès PS
ZAMUROVIC Militza CDH

DEVOS Michel PS
MAROT Jean-Marie CDH

PLUMIER Albert (NE)
Gerard Jean-Paul PS

POUSSET Alain PS
HERMAN Marc CDH

VAN MUYSSEN Christophe PS
CARLIER Maryse CDH

Mandataires tous désignés au 1^{er} janvier 2016

SIMON Dominique CDH
MONNIER Bernard Ecolo

FLAMEND Pol CDH
CNUDE Véronique (NE)

DETAILLE Rose PS
WANZOUL Benoît PS

En GRAS: les changements par rapport à mai 2014
(NE) = Non étiqueté

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

	2014		2016	
	Par nombre de postes	Par fonctions pondérées	Par nombre de postes	Par fonctions pondérées
PS	55,76%	57,59%	55,93%	60,31%
CDH	32,69%	34,37%	30,51%	28,02%
MR	9,62%	6,70%	6,78%	4,67%
	0	0	1,69%	1,95%
Non étiqueté	1,92%	1,34%	5,08%	5,06%

Attribution des points pour les fonctions pondérées

15 points	10 points	5 points	3 points	Total
Secrétaire générale et directeur général du personnel	Directeur général	Inspecteur général mandataire	Inspecteur général effectif ou faisant fonction	257 points

Service public de Wallonie

L'administration gangrenée par la politisation

Le détournement de 2 millions € par René Tonneaux, fonctionnaire wallon, a mis en évidence certaines carences dans la gestion de l'administration wallonne. « Cela me semble le moment idéal pour démontrer que le SPW est aux mains de structures partisans qui passent tellement de temps à politiser l'administration qu'elles en deviennent incapables de gérer efficacement un service public », assène Michel Legrand, président du GERFA.

UN DOUBLE SYSTÈME

« Le problème est encore renforcé par la multiplication de cabinets de ministres qui bloquent le système », reprend-il. « Leur puissance toujours grandissante, empiète sur le travail de l'administration et a un effet négatif sur la motivation des fonctionnaires. Certains préféreraient travailler dans un cabinet car c'est plus valorisant. Résultat, on arrive à une sorte de « double système », très lourd, et qui manque de rigueur. »

LA TENTATIVE DES ÉCOLOS

Michel Legrand plaide pour

des responsabilités plus faciles à établir en cas de dysfonctionnement. « Dans l'affaire René Tonneaux, on voit bien que les cabinets ministériels et l'administration se rejettent la balle. » Reste que même en cas de renversement de la majorité aux prochaines élections, la situation ne serait pas bouleversée. « Il faudrait peut-être 10 ans avant que la domination du PS et du cdH soit remise en cause. Car même s'ils arrivaient au

pouvoir, le MR et Écolo ne pourraient pas les détronner. Le système est verrouillé. Ces partis ne disposent pas de la même tradition de politisation. Ils n'ont pas de vivier, pas de fonctionnaires qu'ils pourraient facilement promouvoir à des hauts postes. Résultat, ce sont le PS et le cdH qui colonisent l'administration

et y occupent le pouvoir de manière permanente. Et ils font tout pour empêcher les réformes. Les Écolos ont essayé de changer les choses, ils ont été jetés au bac. Il faudra encore longtemps avant qu'une promotion soit basée strictement sur les compétences. » ●

ADM